

DOSSIER
LES TRAVAILLEURS
ET LE NUCLEAIRE
2 à 12



SOMMAIRE

A.C.B. : LA LUTTE CONTINUE

CONTRE LE PLAN BARTHE

Les travailleurs sont toujours mobilisés (principales revendications : augmentation des salaires qui dépasse l'indice officiel et réduction du temps de travail).

Patron intransigeant, cantonné dans une position : "je ne ferai pas plus que les autres, j'attends les ordres".

Lés travailleurs ont choisi des modes d'action diversifiés et sortant de la routine :

- début de la semaine : "opération casse-croute" (prolongation sur le tas du temps de casse-croute) ; affolement dans la maîtrise ; ces actions sur le tas permettant de discuter, de faire jouer la vraie démocratie.

- mercredi matin : "opération Vertou" Plusieurs centaines de gars de l'usine de Nantes sont allés saluer leurs camarades de l'usine de Vertou (160 ouvriers), à bord de cinq cars et de nombreuses voitures ; un petit air de fête (campagne et beau temps) ; une manifestation renforçant la combativité des gars de Vertou et la solidarité entre travailleurs des A.C.B. Nantes et Vertou.

- jeudi 28, les gars des A.C.B. étaient présents nombreux et bruyants dans la manifestation inter-professionnelle.

CORRESPONDANCE APL

LES TRAVAILLEURS ET LE NUCLEAIRE

- P. 2 : Le nucléaire dans la région.
- P. 3 : B.D. "On vit une époque formidable".
- P. 4-5-6 : INDRET : discussion avec un ajusteur.
- P. 6-7 : INDRET : discussion avec un technicien.
- P. 8 : INDRET : discussion avec un soudeur.
- P. 9-10 : INDRET : discussion avec deux techniciens.
- P. 10 : INDRET ; dernière minute : manif à vélo.
- P. 11-12 : CFDT-EDF : position difficile.
- P. 13 : Chenard : à propos de la centrale ; Le PELLERIN - programme de la fête du 8 mai.

APL SAINT NAZAIRE

P. 14-15

PAYSANS

P. 16-17 : MESSANGER : retour à la Pinsonnière.

OUVRIERS

P. 18-19 : Quand les fleurs sont fanées.

INTERNATIONAL

- P. 19 : Deuxième conférence des minorités nationales.
- P. 20 : 15^e conférence contre l'apartheid.

ARMEE

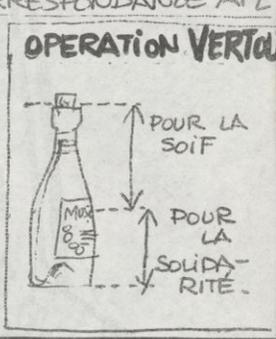
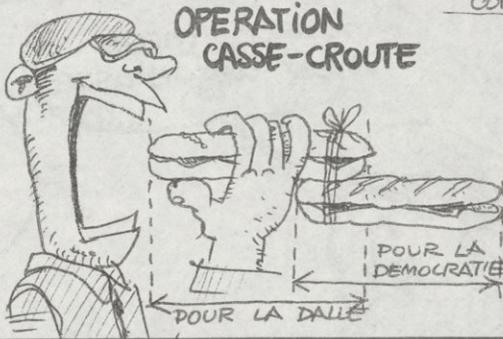
P. 21 : Procès des membres du GRANV aux TPF de Rennes.

ATTENTATS

P. 22 : Les fascistes relèvent la tête.

COURRIER

P. 22 : A propos de la drogue.



DERNIERE MINUTE

Les perpétreurs des attentats contre les librairies progressistes (Le Mans, Angers) ont été arrêtés vendredi dernier à Paname. Quatre quidams dont 3 paras déserteurs (l'armée est sans doute trop pourrie par les Rouges...).

- **MARDI 3 MAI** : Cinéma allemand : La roulette chinoise de FASSBINDER à 15 H, 20 h 15 au Katorza - 22 H 30 débat avec le cinéaste.
- **JEUDI 5 MAI** : - Spectacle pour la BOND à 20 H 30 cinéma Atlantic : théâtre, J.BERTIN. - réunion du GIF (groupe information des femmes) avortement contraception MJ de la Géraudière à 20 H 30.
- **VENDREDI 6 MAI** : "Nous avons toute la mort pour dormir" film au Sillon de Bretagne (P.20)
- **SAMEDI 7 MAI** : - réunion de préparation de la conférence des minorités nationales (P.19)

- Animation de rue, rue St Land à Angers - librairie "La tête en bas" ctp22
- **DIMANCHE 8 MAI** : Fête antinucléaire au PELLERIN (voir page 13).
- **MERCREDI 11 MAI** : AG de la coordination des femmes de Nantes à 20 H 30 Fraternité Protestante : préparation de la journée internationale des femmes et de la fête des mères.
- **MARDI 17 MAI** : Cinéclub de Blain "Fous à délier".
- **DU 27 AVRIL AU 17 MAI** : "Comment Yukong déplaça les montagnes" au cinéma Concorde 20 H 30 tous les soirs et 15 H le dimanche (abonnement trois séances : 24 F.)
- **DU 4 AU 10 MAI** : Nantes : "La Pharmacie" L'usine de générateurs.
- **DU 7 AU 10 MAI** : St Nazaire : Cinéma CELTIC (voir page 14).

CALENDRIER

Dossier APL: les travailleurs ET LE NUCLEAIRE

Mai 77.

A l'occasion de la fête anti-nucléaire du 8 mai, au cours de laquelle le collectif tiendra un stand, l'APL commence une série d'entretiens avec des travailleurs d'entreprises de la région qui ont une activité orientée vers la construction nucléaire.

Ce dossier fait suite aux articles plus techniques proposés par le CRIN et publiés dans les APL n° 179, 181, 182 et 183.

Les travailleurs qui parlent ici n'engagent aucunement les organisations syndicales ou écologistes auxquelles ils peuvent appartenir : c'est leur point de vue de travailleurs qui nous intéresse et si des contradictions apparaissent à la lecture de ce dossier, elles doivent servir à faire avancer le débat.

A.P.L.

LE NUCLEAIRE DANS LA REGION

Il faut envisager toutes les étapes de la production nucléaire.

* L'extraction :

- mines du CEA en Vendée à Mortagne sur Sèvre ;
- mines privées en Bretagne.

* La production de concentrés.
Elle est faite par la SIMO

(Société Industrielle des Mines de l'Ouest) qui est à direction PUK (Péchiney).

Trois usines en France, dont celle de l'Escarprière à Clisson.

Cette activité chimique nécessite peu de capitaux et se révèle très rentable puisque les taux de profit moyens ont été supérieurs à 25 % au cours des 10 dernières années.

* La construction de réacteurs et de centrales nucléaires.

- TREFIMETAUX (Péchiney Ugine Kulhman) fabrique des plaques de condensateurs coulées à Couéron puis

laminées à Usinor Dunkerque.

- BATIGNOLLES font partie du trust Creusot-Loire, principal constructeur de centrales.

L'entreprise fabrique des échangeurs pour chaudières, des réfrigérants atmosphériques en circuit forcé.

- ACB : matériel pour réacteurs nucléaires.

- SPIE - BATIGNOLLES : entreprise de génie civil liée à Creusot-Loire, a un bureau à Nantes.

Elle fabrique des tuyauteries pour les centrales nucléaires du programme EDF.

Elle installe l'équipement électrique des centrales nucléaires notamment à Fessenheim et au Bugey et elle a reçu commande pour celle de Gravelines. Usine à Ferrière La Grande qui emploiera 700 personnes fin 1978.

Elle s'occupe de toutes les opérations relatives à la production et aux applications diverses de l'énergie nucléaire.

- LEMER : entreprise située sur la zone industrielle de Carquefou, fabrique du matériel de protection contre les radiations.

- WORTHINGTON : petite usine de mécanique vendue à une firme américaine. L'atelier de construction est situé dans l'usine des Batignolles mais est juridiquement la propriété de la société américaine.

- POMPES GWINARD : travaille en sous-traitance pour les Batignolles ou sous brevet.

Noter la position majoritaire à tous les niveaux du trust Creusot-Loire puisqu'il contrôle la production des cuves, des générateurs de vapeur, des tuyauteries primaires, des caissons de protection, des pompes secondaires, des pressuriseurs.

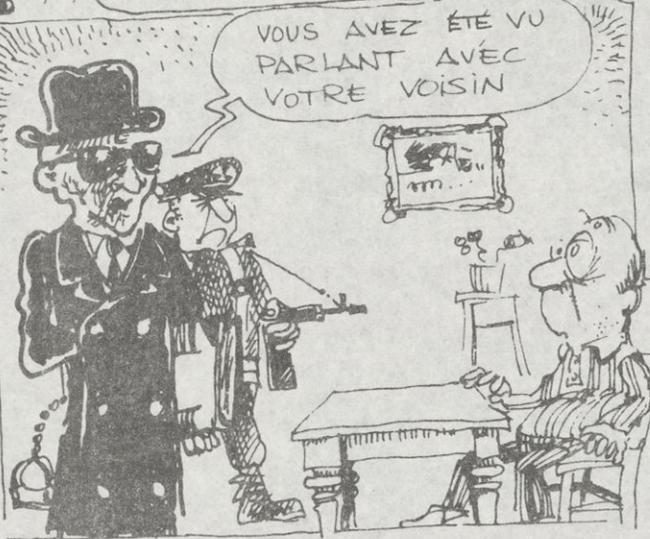
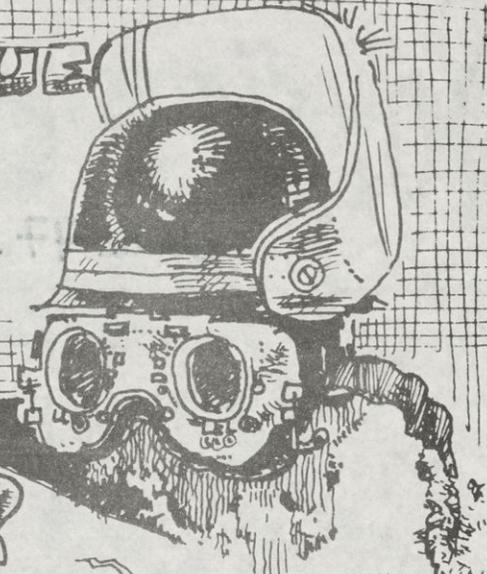


CAMPEZ EN LOIRE-ATLANTIQUE

CAMPING & SECURITING AVEC LE SAC DE COUCHAGE "BETON CONFOR" YOUPI YOUPI LA MOROSITE PERD DU TERRAIN

ON VIT UNE EPOQUE FORMIDABLE

mais c'est rien à coté de ce qui nous attend (si on laisse faire...)



INDRET:

"LE MOUVEMENT ÉCOLOGIQUE C'EST UNE RÉVOLTE DE CANUTS"

DISCUSSION: -avec un ajusteur
-avec un technicien

INDRET SE RESTRUCTURE : SPECIAL ACIER
INOXYDABLE

① Discussion avec un ajusteur

INDRET SPECIALISE DANS LES APPAREILS
DE PROPULSION

Indret, d'abord c'était des forges.

Ca fabriquait des canons puis ça c'est spécialisé dans les appareils de propulsion des sous-marins.

D'abord ça a été les chaudières et puis maintenant les réacteurs nucléaires pour les sous-marins atomiques.

C'est une orientation prise il y a longtemps, en 1962 nous faisons le premier sous-marin atomique ; on a même participé au prototype de Cadarache.

On a commencé avec le programme militaire français.

Indret, ça dépend directement de l'armée. C'est une entreprise d'Etat. Cadres et directeurs sont militaires ou fonctionnaires de la défense nationale.

Le reste ce sont : des agents sur contrats, des intérimaires, ou bien des travailleurs embauchés pour faire un travail précis.

Entreprise d'Etat, ça signifie : interdiction de commercialiser ses produits. Donc, Indret construit surtout des prototypes. D'où un important travail de recherche (200 techniciens).

Sur le marché de l'armement, les établissements d'Etat couvrent seulement 20 %. Ce qui veut dire que le reste est au privé.

C'est une des luttes des syndicats : obtenir qu'au maximum, le marché de l'armement, revienne aux établissements d'Etat.

La technique pour le nucléaire est bien particulière. N'importe quelle entreprise métallurgique ne peut pas en faire.

On travaille de l'acier dans lequel est incorporé du nickel, du cobalt et d'autres métaux rares en très petite quantité, ce qui confère à ces aciers leurs propriétés bien particulières de résistance mécanique, à la température, à l'eau... ce qui donne des aciers inox.

Là, la propreté nucléaire c'est une réalité : les travailleurs en combinaisons blanches et toutes les précautions par rapport à l'inox.

Si ces acides sont en contact avec des aciers ordinaires, les derniers laissent une trace. Avec le temps, il y a un processus de corrosion qui s'opère et qui se poursuit.

Même si vous travaillez avec un marteau en acier ordinaire sur une pièce inoxydable, il y aura des traces. Vous ne vous en apercevrez pas le jour même, mais quelques jours plus tard et même longtemps après.

Ca exige que les matériaux soient polis et après qu'ils soient transportés dans des enveloppes pour qu'ils ne soient pas souillés à l'extérieur.

C'est un vrai travail de chirurgie.

Et maintenant, Indret est spécialisée là-dedans. Sans nucléaire, on se demande ce qu'on ferait.

Hors nucléaire, il y a certains navires en construction sur lesquels on pratique des essais de turbine à gaz sur des moteurs diesel.

QUESTION : A cette production spécialisée, est-ce qu'il correspond une formation ?

Pour l'usinage, les connaissances sont minimums.

Bien sûr, il y a une formation de base, surtout parce qu'au début il y a eu des échecs parce que des gars qui

INDRET

"canuts du nucléaire" (suite)

avaient l'habitude de travailler l'acier ne savaient pas les précautions à prendre pour ces inox : outils inoxydables, ne pas laisser d'empreintes... Mais c'est plutôt un apprentissage sur le tas.

Au niveau de l'encadrement, c'est pas les stages qui manquent !

LE NUCLEAIRE COMME UNE PLANCHE DE

SALUT /

QUESTION : Comment les travailleurs voient le problème ?

Ca fait quinze ans qu'on est lancé dans le nucléaire. On voit la situation économique telle qu'elle est : 200 intérimaires renvoyés, il n'y a pas assez d'heures vis à vis de la fin de l'année pour terminer l'année de travail.

Le nucléaire, les gens ne sont pas acharnés pour le faire, mais c'est l'emploi... on dépend des orientations du gouvernement... c'est tellement pesant, peut-être que dans une autre boîte on pourrait imaginer rechercher des commandes d'un côté, de l'autre, mais là... qui passe les commandes, pour une boîte aussi importante, spécialisée comme elle est...

Framatome, on sera obligé de leur mandier du travail ; le marché nucléaire, en fait, n'est pas très grand.

Ca risque de poser des problèmes aussi de matières premières ; il y a un gaspillage énorme, à travers le nucléaire, de matières précieuses, nickel etc... pour faire les aciers...

Ils sont rendus à fouiller dans les mers pour trouver ces métaux là ; la France n'en a pratiquement pas et va les chercher sur le marché international.

(...) Les études technologiques sont toujours en cours, un des gros problèmes qui se posent est le problème de la tenue des aciers aux rayonnements.

Un acier soumis aux rayonnements se modifie, il y a un vieillissement à travers le temps qu'on connaît mal.

Il y a des dizaines de gars qui travaillent sur ce problème-là, depuis des années.

Pour savoir qu'un acier résiste aux rayonnements, il faut qu'il y soit soumis.

Les aciers, on essaie de les modifier parce que à la longue, ça a tendance à se fissurer.

QUESTION : Finalement à Indret, vous êtes dans la production d'aciers inoxydables et non pas en contact direct avec la radioactivité ?

Indret, c'est le premier maillon de la chaîne ; nous on n'est pas directement en rapport avec le combustible.

Nous, on sait pour qui et pour quoi on travaille. Des tas de boîtes de sous-traitance ne doivent même pas savoir que ça va là puisque dans la chimie, l'inox est aussi utilisé.

Si non, en ce qui concerne la radioactivité le problème que nous avons c'est que : une pièce qui a été en contact avec la radioactivité et une qui ne l'est pas, ça ne se voit pas à l'oeil.

Quand il n'y a pas d'étiquette, on n'en sait rien. Chez nous, tout est en inox, donc on ne peut pas savoir ; c'est ça le drame.

On a bien eu l'histoire de la pompe radioactive que Cadarache nous a fait réparer après utilisation dans leur centre.

Au départ, il y avait un doute sur l'étiquette mais on ne l'a pas su tout de suite.

La pompe avait été décontaminée seulement, les garnitures de carbone ne pouvaient pas l'être (le carbone ne se décontamine pas) et ne pouvaient pas l'enlever.

C'est passé à la réparation comme ça. Ca s'est su par hasard, et après réparation, par le chef d'atelier.

Ca a fait du foin dans la boîte ; c'est remonté jusqu'à la direction. Les gars qui avaient travaillé sur la pompe sont passés au détecteur de radioactivité - bien peu de choses !

Puis ça c'est tassé.

Mais de façon générale, les ateliers de réparation c'est prévu avec les installations sur place ou bien les pièces sont foutues en l'air.

INDRET"canuts du nucléaire" (suite)

QUESTION : Cette spécialisation d'Indret dans le nucléaire, ça a quelles conséquences ?

Pour moi, le nucléaire, c'est une restructuration complète des entreprises au niveau technologique et économique.

Des dizaines de gars travaillent depuis des années à toute cette recherche.

C'est avec l'expérience des centrales en fonctionnement que les problèmes technologiques peu à peu se résolvent.

Le nucléaire, c'est aussi toute la restructuration de l'économie.

Prenez par exemple la CGR, compagnie générale de radiologie qui était une petite boîte.

Ils font des appareils d'émission des rayons x et γ , des contrôles pour la radiographie des pièces.

La CGR a absorbé des boîtes puis elle a été absorbée pour en finir, ça fait partie du groupe Creusot-Loire.

On cite Creusot-Loire, Alsthom, CGE... et puis on a vite fait le tour du nucléaire.

Il y a d'une part la fabrication du nucléaire et d'autre part les moyens de contrôle affectés au nucléaire ; et tout ça c'est passé très vite, en quelques années.

Plus on s'oriente vers des techniques de pointe, plus c'est compliqué, plus cela nécessite des investissements de la recherche, plus ça se monopolise.

QUESTION : Y a-t-il des discussions chez les travailleurs sur le problème du nucléaire et son avenir ?

C'est pas du jour au lendemain qu'on a l'information là-dessus. Normalement on n'est pas appelé à se poser des questions sur ce truc là.

La société industrielle nous mène forcément au nucléaire et je pense qu'on arrivera toujours à davantage ; c'est pas comme ça qu'il faut poser le problème parce qu'ainsi ce sont les travailleurs du nucléaire qui se sentent remis en cause personnellement et pas le nucléaire et tous

les choix que ça implique, ni les responsables.

②

DISCUSSION AVEC UN TECHNICIENMOUVEMENT ECOLOGIQUE ET SYNDICALISMEC'EST LE MEME SANG /

QUESTION : Au niveau de la région, que penses-tu de proposer une solution alternative ?

C'est tout un travail. Il n'est pas fait.

Par qui est soulevé le problème ? Par les comités antinucléaires, tous les porte-paroles traditionnels.

Il est certain qu'il y aura avec l'aide des scientifiques pour penser autre chose. C'est le problème d'un parti politique qui se pose. *(un débat plus large)*

QUESTION : FOI, TU Y CROIS A CE MOUVEMENT ECOLOGIQUE ?

Oui, si le mouvement n'est pas bouffé par les partis politiques (voir les élections au second tour au Pellerin et ailleurs).

Ce que je vois à travers ça, ça me rappelle les premiers temps du syndicalisme.

C'est une lutte plus épidémique que consciente comme le syndicalisme avant qu'il soit nommé, caractérisé.

Pour moi, c'est une révolte contre la société plus ou moins consciente. Pour que ça prenne toute une dimension de mouvement, il faudra bien se mettre d'accord sur tout un tas de choses et ça, ça demande du temps.

C'est un débat qui commence maintenant. Pour moi, ce mouvement écologique qui fermente partout en France, c'est bon signe. Pour moi, c'est une révolte de canuts.

ooo/ooo

INDRET

"canuts du nucléaire" (suite)

SUR LE COMITE ANTINUCLEAIRE /

Vis à vis du comité ici le maximum est fait ; on en tient pas le monopole mais enfin le problème est posé depuis 1975.

On a l'impression que ces problèmes là seraient passés en douce si un comité ne s'était pas créé.

Le rôle du comité était surtout un rôle d'information puisqu'on ne pouvait pas compter sur les moyens traditionnels.

Il y a entre 8 et 10 comités dans la région ; tous les mois on fait des réunions inter-comités. A chaque fois on s'aperçoit qu'il y en a un de plus.

S'il n'y avait rien eu au Pellerin, il n'y aurait peut-être pas eu cette étendue là.

La question du 8 mai, c'est important. C'est la concrétisation de tout ce travail là, le 8 mai, c'est l'inter-comité qui organise ; c'est assez extraordinaire qu'on arrive à monter une fête avec un certain contenu.

Les municipales, ça reflète quelque chose qui est important. Il y a des gens qui sont sensibles à ça et de toute façon, la droite comme la gauche en tiennent plus ou moins compte... Les choses sont très compliquées au Pellerin... Les presque 25 % qu'on a obtenu ça ne peut pas se négliger... mais entre un bulletin de vote et une action il y a une énorme différence.

SUR L'ENQUETE D'UTILITE PUBLIQUE /

Notre position va pour le refus de l'enquête d'utilité publique.

Il y a deux positions qui ne sont pas contradictoires, mais enfin, c'est là-dessus que risque de se situer la réflexion au niveau des organisations et comités.

Certains demandent l'extension de l'enquête, d'autres le refus.

Ca sous-entend des types d'action différents et je crois que ces choses là vont être très importantes.

Dans la région, le pro-

problème qu'on va avoir ce n'est pas des "pour" et des "contre" mais des "contre" de différentes façons.

QUESTION : Il y a déjà eu des sondages faits par la fac de sciences ?

Non pas des sondages, des études de sol ; les relevés des eaux de la Loire, c'est pas pareil ; c'est ça les sondages.

CHAQUE MOIS QUI PASSE C'EST DES ANNEES

DE PERDUES ! /

Quand on pense aux grandes boîtes qui sont touchées pour remettre en route la mécanique, il va falloir combien d'années ?

Plus les jours passent, et moins je vois de quelle façon écologique on s'en sortira, chaque mois qui passe maintenant, c'est des années de perdues.

Le programme électronucléaire au point où il en est dans le contexte mondial, les positions de Carter et toujours plus ou moins des menaces de supprimer l'approvisionnement en uranium enrichi, c'est le problème de l'Europe, des USA, c'est un problème mondial.

Maintenant, le seul objectif que je me fixe, c'est la plus large information possible.

68 ET LES PARTIS POLITIQUES

78 ET L'ENVIRONNEMENT /

De cette crise énergétique, il n'y aura pas 36 solutions pour s'en sortir.

Quelles seront les propositions des partis politiques ?

Pour moi, il y a un autre exemple, c'est celui de 68... 68 et les partis politiques, 78 et les problèmes de l'environnement.

Je dis qu'en 68, les partis politiques n'étaient pas prêts à prendre la gâche et à développer les problèmes qui étaient soulevés et à les faire murir.

En 78, sur un autre problème qui ne peut pas avoir la même

INDRET "canots du nucléaire" (suite et fin)

dimension que 68, ils sont autant à côté de la plaque.

Et s'ils sont autant à côté de la plaque maintenant, c'est que ce qui s'est passé en 68, ils ont pas vu, ils n'ont pas pu, je ne sais pas ; je n'en sais rien du tout.

Le combat mené à l'heure actuelle est dans la droite ligne de 68, de ce qui s'est manifesté à travers toutes les grèves.

L'idéal qui était sous-tendu, on le retrouve un peu maintenant, sans voir de solution, alors qu'en 68 on parlait d'autogestion.à.bloc...

QUESTION : Ca prouve que les partis politiques n'ont rien appris de 68 ?

Ils l'ont peut-être pas voulu. Ce que je veux dire c'est que j'établis un certain parallèle.

INDRET (bis) "c'est dégueulasse... mais faut bien bosser!"

-DISCUSSION AVEC UN SOUDEUR.

La boîte travaille sur le nucléaire, mais les ouvriers n'en parlent pas.

Le Pellerin un peu, car ça touche les gars, mais c'est à cause des expropriations.

Les mecs vont perdre leurs terres, un contremaitre s'est présenté sur les listes écologiques au municipales, car ça touchait la zone verte.

Ce serait ailleurs, les gars s'en foutraient; un exemple :

Il y a un local pour vérifier les soudures aux rayons x.

Dans la pièce à côté les gars ont été munis de stylos détecteurs.

Au départ, les stylos étaient réglés sur deux, mais comme ils réagissaient, on les a réglés sur trois. Depuis, ça marche....

QUESTION / Quelle est ta position personnelle ?

Le nucléaire, c'est dégueulasse mais faut bien bosser.... on travaille pour l'armée alors...

Si la centrale est construite on va avoir du boulot.

Travailler pour l'armée, ça me fait chier. Je reste parce qu'on travaille moins que dans les boîtes privées et en plus, les boîtes privées peuvent travailler en sous-traitance pour l'armée.

QUESTION : Tu résouds la question individuellement ?

Pour l'armée, oui, pour le nucléaire ça m'emmerde plus, moi j'essaierai de ne pas y travailler.

Quand on travaille pour une turbine de sous-marin nucléaire, on pense à la pièce, pas au nucléaire, ni à l'armée ; on ne pense pas à l'ensemble.

Sur le Pellerin, si on doit y travailler, je ne sais pas si les gars vont réagir. Car on a le problème de l'emploi ; les mecs vont plutôt réagir à l'extérieur de la boîte.

INDRET TER.

"lutte antinucléaire... mais à l'extérieur de l'usine"

-DISCUSSION AVEC DEUX TECHNICIENS

QUESTION : Quelle est l'importance des débouchés nucléaires pour l'activité de l'arsenal ?

C'est difficile à apprécier parce que la construction nucléaire cela peut être les éléments d'une centrale elle-même ou bien des éléments purement mécaniques (ex : appareils de propulsion des sous-marins) destinés à des usages nucléaires.

De toute manière, il y a longtemps qu'Indret fabrique et répare des sous-marins à propulsion nucléaire.

Ce qu'on peut affirmer, c'est l'orientation actuelle de l'arsenal vers les productions nucléaires ; c'est vrai quand on voit la mise en place d'une infrastructure nouvelle comme les restructurations récentes des lieux de travail, la construction d'un blockhaus spécialement aménagé.

On peut d'ailleurs citer une anecdote révélatrice. Juste après les élections municipales, des travailleurs d'Indret qui ont été élus maires adjoints dans le coin, ont été convoqués par le directeur qui leur a fait comprendre que l'avenir de l'entreprise

.../...

INDRET

(TER) "L'EXTERIEUR des USINES" (suite)

ne pourrait pas s'accomoder de la remise en cause de la centrale du Pellerin.

En conséquence, il leur conseillait d'éviter toute prise de position trop critique.

On ne sait pas si les gars ont été trop surpris ou quoi, mais la réaction à ce discours n'a pas été à la mesure de ce qu'on pouvait attendre.

QUESTION : Comment réagissent les travailleurs à cette orientation vers le nucléaire ?

Il n'y a pas de débat, pas de réaction collective.

Nous, on a longtemps été pris pour des rigolos et puis on a la stabilité de l'emploi.

Dans l'ensemble, les travailleurs ne remettent pas en cause la destination de leur travail. Pour les organisations syndicales, l'emploi est le plus important.

QUESTION : Est-ce qu'il existe des revendications pour une plus grande sécurité dans le travail ?

Depuis longtemps, les conditions de travail à Indret sont dangereuses mais personne n'en parle officiellement.

De vieux ouvriers sont morts de leucémie peu après leur retraite mais on ne peut prouver le rapport avec leur travail.

Le contrôle a longtemps été artisanal. L'affaire de la pompe irradiée sur laquelle des gars ont travaillé sans être prévenus a permis d'alerter les travailleurs.

Des analyses avaient été faites mais les résultats n'ont pas été diffusés. Maintenant, en principe tout le matériel est décontaminé.

QUESTION : Est-ce qu'il existe un moyen de contrôle ?

Non, ni les syndicats, ni le comité d'hygiène et de sécurité ne sont consultés.

Le nouveau blockhaus où sont effectués les contrôles radiologiques des soudures semble avoir été aménagé plus sérieusement mais le bâtiment est situé en plein milieu de l'arsenal si

bien que tout le monde passe à côté.

Et puis, il n'y a pas de coordination entre organisations syndicales. Quand Indret a travaillé pour Cadarache, il n'y a eu aucun contact.

QUESTION : Finalement est-ce que la lutte anti-nucléaire ne se développe pas mieux à l'extérieur des usines ? Pouvez-vous nous parler du comité de Couéron ?

Historiquement, c'est en mars 76 que tout a commencé quand un type qui s'occupe d'écologie, de nourriture biologique, a invité toutes les organisations couéronnaises à discuter.

Un comité de défense a été créé.

On voulait une organisation unitaire, pas un cartel d'organisations.

Le type du départ concevait l'action écologique en elle-même, comme un notable éclairé.

Il voulait alerter les administrations, les parlementaires, les notables locaux.

Mais, nous n'étions pas d'accord. Nous sommes plutôt pour une action de masse. Aussi, le "notable éclairé" a quitté le comité, tout en continuant à participer aux actions.

Cette clarification a conduit à une diminution du nombre des gens qui viennent au comité. De toute manière, les gens ne sont pas prêts à une remise en cause de fonds, ils préfèrent discuter des actions concrètes à mener.

Des films ont été projetés, une fois devant 600 personnes.

QUESTION : Comment expliquez-vous l'absence de listes écologiques aux municipales ?

D'une part, le comité n'était pas d'accord sur le principe même de listes écologiques séparées des organisations politiques.

De toute façon, nous n'avions pas les moyens en mains de mener une campagne.

Cependant, on a posé des questions aux partis politiques et ils ont été obligés de prendre position assez nettement.

INDRET**-TER "L'EXTERIEUR DES USINES" (FIN)**

QUESTION / Socialement, qui vient au comité ?

En majorité des jeunes, étudiants, enseignants mais aussi des anciens techniciens des boîtes alentours.

Pour le reste, les pêcheurs ne sont jamais venus : individuellement, on pourrait les convaincre, mais ils sont affiliés à la CGT et ils sont plutôt réticents à l'égard des comités.

Il faut dire aussi qu'il n'y a jamais eu de véritable offensive vers eux.;

Pour les agriculteurs, c'est différent : les Paysans-Travailleurs et la FDSEA sont au comité.

QUESTION : Quels sont vos rapports avec les autres comités anti-nucléaires?

On a des difficultés avec le comité du Pellerin : la mise en place du GFA a été difficile et puis le comité n'est pas toujours très dynamique.

On compte beaucoup sur la fête du 8 mai pour mobiliser un peu plus.

QUESTION : Comment réagissent les organisations classiques à votre action ?

La CFDT départementale n'entretient pas de liaison avec des comités qui sont de son point de vue, pas clairement sur des lignes de classes et de masse.

C'est différent dans d'autres régions : ainsi à Flamanville et à la Hague.

Les organisations syndicales agissent toujours un peu comme si elles avaient le monopole des actions revendicatives mises en avant par les travailleurs.

En règle générale, il y a manque d'action sur les conditions de vie quotidienne mais c'est peut-être dû aussi à un manque de militants.

Mais dans la mesure où nous provoquerons un débat et une mobilisation importante, les organisations classiques devront suivre.

QUESTION : Quels moyens avez-vous pour réussir cette mobilisation ?

Cela dépend beaucoup de la stratégie du pouvoir.

Pour le moment, il ne se passe

rien, les projets sont mis en veilleuse.

L'enquête d'utilité publique n'a pas démarré et les sondages n'ont pas été faits.

Il faut penser que l'EDF agira rapidement, peut-être en 24 heures pour les sondages.

Il faudrait prévoir un réseau d'information pour occuper le terrain avant eux. De toute manière, nous sommes prêts à des actions assez offensives.

DERNIERE MINUTE:**MANIF À VÉLO**

SAMEDI 30 AVRIL 11 HEURES :

Un peloton d'une centaine de cyclistes, groupant les membres des comités antinucléaires qui préparent la fête du Pellerin, quitte Saint Etienne de Montluc pour Nantes puis le Pellerin.

NANTES 12 H 15 :

La caravane arrive à Nantes, au marché de la Petite Hollande, suivie depuis le départ par le camion balai un peu spécial des flics.

Prise de paroles sur le marché, aimable pagaille, discussions animées.

NANTES

En début d'après-midi, les pédaleurs, après un pique-nique dans un square, foncent sur le Pellerin.

N'OUBLIEZ PAS : TOUS AU PELLERIN

LE DIMANCHE 8 MAI



CFDT-EDF : POSITION DIFFICILE

• Peux-tu nous rappeler les positions de la CFDT sur le nucléaire ?

C'est vers 1973, par le Service de l'Equipement de l'EDF (ingénieurs, techniciens supérieurs) que la Fédération de l'EDF a été poussé à prendre position sur le nucléaire.

Il y a eu une polarisation sur le nucléaire. Des rencontres entre des travailleurs de l'Equipement EDF du CEA et des mineurs de l'uranium ont eu lieu. Parmi eux, il y avait des ingénieurs, des scientifiques. Sous cette impulsion la fédération, puis la Confédération se sont prononcés contre le programme nucléaire.

Donc, là l'organisation syndicale a pris position contre l'outil de travail, c'est pas piquant.

A la suite de ça, la fédération a demandé à sa centaine de syndicats qu'il y ait des débats à la base sur le nucléaire.

1/10e de ces syndicats ont fait de l'information seulement. C'est surtout dans l'Ouest que ça a répondu. Il n'y a presque qu'en Loire Atlantique qu'il y a eu des réunions publiques.

Donc pendant deux ans, la Fédération en oublie les luttes pour l'emploi, les salaires, tout était axé sur le nucléaire. Il y a eu un ras-le-bol. Au fond, la CFDT se lance dans une lutte à corps perdu, prend des positions et puis après, elle se ravise, ça me fait penser aux Comités de Soldats...

• Maintenant au niveau des travailleurs de l'EDF, où en est la réflexion ?

Bien sûr, au niveau des travailleurs, le nucléaire ne va pas sans discussion, sans problèmes.

Mais je crois que les gars s'identifient à leur travail. Maintenant, les gars, au niveau de l'EDF, aspirent à se retrouver sur la centrale du PELLERIN.

D'abord, pour eux, ça signifie de l'em-

ploi et surtout c'est une promotion hiérarchique et financière le nucléaire.

Alors, on l'attend tous la centrale, même les militants CFDT.



• Est-ce qu'il y a un rapport entre la construction de la centrale de CORDEMAIS et celle prévue au PELLERIN.

Oui, les tranches 2 et 3 de Corde-mais, EDF n'a pas investi dedans. Elles ont été prévues seulement pour 10 ans, en attendant la centrale nucléaire. Alors les tranches sont souvent arrêtées. On a tiré au maximum sur la qualité. Alors il y a un très mauvais rendement, ce qui monte considérablement le prix du kwh.

A propos du site du Pellerin, nous avons su récemment que le syndicat autonome du CEA a eu trois propositions de sites pour Eurodif (enrichissement d'uranium), en particulier, le Pellerin.

D'autre part, je pense que l'enquête d'utilité publique pour EDF, c'est tout vu. Pour preuve : Le laboratoire central EDF de Paris a commandé pour le laboratoire de l'Ouest qui se trouve à Nantes Cheviré, pour 120 millions d'anciens francs de matériels de chimie qui vont être installés en bord de Loire au mois d'août prochain. Ce genre de dépense, c'est pas pour rien.

CFDT-EDF (suite)

Il faut aussi savoir que l'EDF a dépensé 24 millions d'A.F. rien que pour l'information de son personnel.

● En Loire Atlantique quelle est la position de la CFDT par rapport aux comités anti-nucléaire ?

Les responsables fédéraux disent : les écologistes, on les trouve dans tous les milieux ; il ne faut surtout pas se laisser entraîner la-dedans. Il y avait un moratoire de trois ans demandé par la fédération, mais il ne correspond à rien, personne, localement ne reprenant ça à son compte. L'UD a réagi un an après que des comités se soient formés.

Bernard Henry, le secrétaire de l'Union Départementale dit : "les comités, ce ne sont pas des organisations de masse. Il ne faut surtout pas que des organisations de travailleurs cautionnent ça."

La CFDT EDF a 900 adhérents dans la région. On a créé une commission d'information de notre branche, et tous les deux mois, on tirait un petit journal. Dans la commission, seulement 4 gars étaient intéressés par le nucléaire. Au bout d'un moment, il a fallu s'arrêter d'en parler.

Si le PELLERIN se fait, il n'y aura pas d'opposition des syndicats CFDT EDF. Le syndicat local EDF s'est prononcé contre le site en demandant la construction de la tranche 4 et 5 de CORDEMAIS (position de principe, vu ce qu'on dit plus haut de cordemais). Donc, concrètement, il n'y a aucune action de faite, ni aucune prévue.

● Tu as travaillé plusieurs années à CHINON, qu'est-ce que tu peux en dire ?

CHINON, c'est l'ancienne filière française. C'était sûre. Les conditions de travail sont meilleures que dans les autres industries. Il y a 90 % de syndiqués. Il y a des limites fixées et dans l'ensemble elles sont bien respectées.

● Donc, ce ne sont pas les conditions de travail du nucléaire qui t'ont amené sur tes positions ?

Non. C'est davantage une prise de conscience débouchant sur une autre société qui me la fait remettre en cause.

Avec une grève comme demain (28 avril) qui sera une grève dure sûrement, on se demande jusqu'où on peut aller dans notre grève.

Les industries, les cliniques, hôpitaux, centres de recherches, on ne peut pas se contenter de dire on coupe tout. Sinon, on mettrait bien des travailleurs au chômage ; ça pourrait avoir des conséquences catastrophiques. Des boîtes entières pourraient être foutues.

Avec la centralisation qu'il y a on n'a pas du tout le contrôle de notre outil de travail.

Avec le Nucléaire, ce sera pire ; c'est encore plus centralisé.

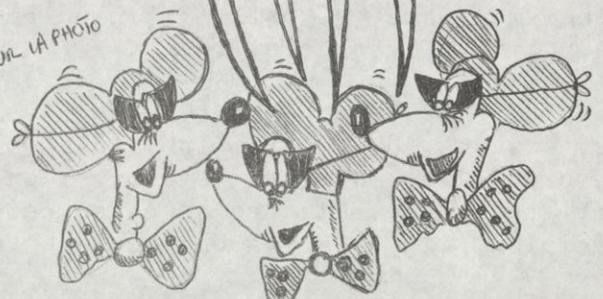
Tu penses ! des tranches de 1 300 MW, c'est le point culminant de la division du travail. C'est une production énorme d'électricité, on ne pourra plus couper le courant.

Le nucléaire, c'est la seule chance du capitalisme pour se restructurer (voir Creusot-Loire).

La remise en cause du nucléaire, c'est tout un système de société remise en cause.

PAR FAUTE A MANQUE DE PLACE, LES PETITES SOURIS DU PALAIS N'ONT PAS REUSSE A FAIRE LEUR TROU (dans l'gruyère opl, hé!hé!) CETTE SEMAINE. ON LES RETROUVE, (en plus incisives...) DANS LE PROCHAIN NUMÉRO!

SOURIS C'EST POUR LA PHOTO



CHENARD maire PS de Nantes

À PROPOS DE LA CENTRALE

Question : La centrale nucléaire du Pellerin. Au conseil général, tu as déclaré : "la centrale nucléaire du Pellerin, en principe je suis contre, mais la décision est prise, on n'y peut plus rien. Reste à lutter pour la sécurité". Tu maintiens ta déclaration ?

CHENARD : Il y a eu un faux débat au Conseil général, dans la mesure où on faisait semblant de nous demander notre avis, alors qu'en réalité, la décision était prise et c'était pour copie conforme qu'on demandait l'avis. En réalité, la décision, nous en sommes persuadés, est prise (...)

Question : Quelle va donc être votre position par rapport aux luttes qui vont se développer contre la centrale ?

CHENARD : Ca c'est sans équivoque. On ne peut pas être contre une centrale et ne pas se donner les moyens d'être contre. Il est bien évident que le P. S. en Loire-Atlantique, tant à Nantes que sur le site ou ailleurs, a été présent à toutes les manifestations contre cette centrale.

Les élus ont fait ce qu'ils pouvaient. Malheureusement, ils peuvent peu dans la mesure où la majorité du Conseil Général est une majorité de droite et qui a dit "amen" aux propositions gouvernementales.

Nous n'acceptons pas l'état de fait, nous protestons contre la décision pratiquement prise et l'espèce de simulacre de concertation.

A partir du moment où la décision est prise et où on n'a pas actuellement les moyens de l'empêcher de revenir autrement que par une vaste pression populaire et autre ; on s'est aperçu finalement que ça mobilisait peu les gens ; on le regrette...

Si la mobilisation se développe, et nous, on y participera dans la mesure de nos modestes moyens, si on arrive à faire remettre en cause cette décision, il n'y a pas de problème. On

ne manquera aucune chance.

Par contre, si il n'y a pas de moyens de la remettre en cause, on sera vigilant au niveau d'un certain nombre de choses, en particulier, de la privatisation de la mise en route de cette centrale (...)

Extrait de l'entretien avec Chenard
APL N° 178 - le 14 mars 1977.

LE PELLERIN (8 MAI) PROGRAMME DE LA FETE

Face aux échéances rapprochées :
- enquête d'utilité publique déposée au niveau des communes dans le courant du mois ;
- sondage du terrain envisagé au mois de mai.

à l'initiative du comité de défense de l'environnement du Pellerin, la Coordination des Comités anti-nucléaires de Basse-Loire organise une fête le 8 MAI AU PELLERIN pour s'opposer au projet de la centrale.

La coordination vous invite à participer à l'organisation de la fête, aux tâches d'information préalables, à manifester votre opposition à la centrale du Pellerin et au programme nucléaire.

Le programme de la fête est prévu comme suit :

- 10 H accueil ;
- 11 H 12 H : forums-débats : nucléaire et santé, nucléaire et société, nucléaire et luttes, nucléaire et Basse-Loire (environnement, paysans).
- 12 H - 15 H : déjeuner partie récréative ;
- 15 H - 16 H : reprise des forums ;
- 16 H - 17 H : animation collective de tous les présents sur le thème nucléaire ;
- 17 H : création d'un monument aux futurs irradiés ;
- 18 H : reprise de la fête, feux de joie etc....

Prendre contact avec la coordination
1 allée des Chardonnerets
44470 SAINTE LUCE / CARQUEFOU

"Comment Yukong déplaça les montagnes" 4è part.

LA VIE QUOTIDIENNE ET LA LUTTE DANS UNE USINE CHINOISE.

La quatrième partie de "Comment Yukong déplaça les montagnes", présentée au cinéma Celtic du 7 au 10 mai, est, pour l'essentiel, constituée par "l'usine de générateurs". Tout au long des trois premières parties, le succès des films ne s'est pas démenti.

Celui-ci présente un intérêt tout particulier puisque c'est au cours même du tournage qu'a éclaté un mouvement de contestation : des réunions d'ateliers, des affiches murales, de grandes assemblées mettent en cause les dirigeants de l'usine, pourtant issus des rangs des ouvriers. La gestion de l'usine, les rapports de la Direction avec les ouvriers sont violemment critiqués. L'organisation démocratique de la vie de l'usine permettra la résolution du conflit sans qu'il soit nécessaire aux ouvriers de faire usage, cette fois, de leur droit de grève.

Dans ce film, comme dans les précédents, Joris Ivens et Marccline Loridan, nous donnent, avec un très grand talent, une connaissance concrète de la Chine Populaire. L'image d'une Chine où la liberté individuelle et collective n'existe pas, ne peut pas résister à cette vision de la vie quotidienne. Ce film peut-être plus que les autres, dans la mesure où il y a conflit montre la contestation permanente de l'autorité et les nombreuses discussions qui tournent presque toutes autour du lien entre économie et politique. Il rend plus perceptible le fait que les luttes politiques en Chine, ne peuvent pas être seulement des luttes au sommet de la hiérarchie. Le spectateur occidental peut ainsi comprendre que la lutte au niveau central de l'Etat n'est pas une "lutte pour le pouvoir", "une lutte entre des clans rivaux" mais qu'elle n'est que le reflet de la vie politique de tout le peuple chinois, que, fondamentalement, le "limogeage" de responsables politiques en Chine, n'est pas décidé d'en haut, mais est la conséquence d'une lutte politique à la base, dans tout le pays.

Comme les précédents films, "l'usine de générateurs" nous montre ce qu'est effectivement, la mise en cause que les chinois font constamment d'eux-mêmes et de leurs compagnons : aucune trace de délation ou de volonté d'écrasement des individus, mais, au contraire, volonté délibérée d'avancer en commun vers les buts fixés collectivement. Mais le film ne se limite pas à cela : au cours d'un

voyage dans les campagnes, les ouvriers écoutent un vieux paysan parler des souffrances du passé, au cours d'une manifestation, de vieux ouvriers racontent la première grève sanglante des cheminots chinois en 1923, en ville, les ouvriers assistent à une exposition consacrée à la Commune de Paris.

Association des Amitiés Franco-Chinoise
Comité de St-Nazaire.

L'USINE DE GENERATEURS - 2 heures.

Une usine ordinaire : 8.000 ouvriers, près de Shangaï, y fabriquent du matériel électrique. Des hommes, des femmes travaillent sur des machines, comme ailleurs. Mais, de temps en temps, ils s'arrêtent de produire : pour jouer au badmington, entre les machines, pour assister à un sketch joué par les ouvriers, pour discuter du principe des primes ou de l'organisation du travail, pour étudier la philosophie ou pour participer à un exercice militaire. Tous les ans, des groupes d'ouvriers et d'ouvrières vont à pied (120 km) à travers la campagne pour connaître les paysans, pour les aider aussi dans leur travail.

Au cours du film, un mouvement de contestation éclate : La Direction, sa gestion, ses rapports avec les ouvriers sont critiqués violemment. "Conduire un camion dans le désert", c'est le titre d'un dazibac écrit par un groupe d'ouvriers : les roues tournent dans le sable, ça fait beaucoup de bruit mais le camion n'arrive pas. Tout au long des réunions d'ateliers, des panneaux d'affichage, des grandes assemblées, les dirigeants sont mis sur la sellette. Si le présent est à reconstruire chaque jour, comme l'a demandé le Président Mao, le passé n'est pas oublié.

LE PROFESSEUR TSIEN - 12 mn -

Il est une des sommités scientifiques de son pays. Il raconte sa propre expérience de la Révolution Culturelle pendant laquelle il a été la cible favorite (et une des toutes premières) des gardes rouges et de ses propres étudiants.

=====

MANIFESTATION DU 28 À ST-NAZAIRE

A l'appel des Syndicats C.G.T.-C.F.D.T.-F.O.-F.E.N., 5000 manifestants se sont rassemblés contre le chômage, pour les revendications, pour la défense de Sécurité Sociale, pour les libertés syndicales. Manifestation peu combative, beaucoup de militants déçus. L'accord unitaire n'a pas permis de transformer la journée de 24 h de grève habituelle (les patrons sont contents) qui était initialement prévue, en animation du centre ville avec stands audiovisuels, etc... sur les thèmes de lutte à l'ordre du jour.

LETTRE DU COMMISSAIRE DE POLICE ADRESSÉE À MIHIÈRE EMILE.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que votre livret militaire est à votre disposition au Secrétariat de la Sûreté Urbaine. Ce document n'a plus de valeur, dans la mesure où vous êtes dégagé actuellement des obligations militaires.

En conséquence, dans le cas où vous ne jugeriez pas utile de venir le chercher le plus rapidement possible aux heures ouvrables de bureau, il sera déposé aux objets trouvés.

Le Commissaire de Police

F. VELLY.

Quand on l'a reçue, on a bien rigolé. On a l'intention de ne pas aller le chercher car on n'a pas l'intention de fréquenter cet endroit pour des gens convenables.

La plaisanterie est terminée. Les flics ont de l'humour.

Mercredi 27 avril a eu lieu une réunion d'information sur le C.E. du jour même.

Tout d'abord, le représentant de la C.G.T. s'est déclaré déçu du peu d'importance de la réunion du C.E. Le Gounoux ne se représente pas au Conseil d'Administration. Compte-rendu du C.E. Paiement du 13^e mois, ce qui est un recul de la Direction qui refusait le 13^e l'année dernière. Seule la lutte des travailleurs a pu arracher celui-ci. Il sera payé la 2^e quinzaine de juin, sur la base du salaire affiché, le solde sera payé en fin d'année 1500 F en gros.

A Brest sont prévus 5 ou 6 navires. A St-Nazaire, 1 seul.

La Direction dit qu'il y a 30 navires en attente sans dire lequel, ni quand.

Le Pytagone ne viendra pas à St-Nazaire, la Direction dit que c'est à cause de la chasse aux Pavillons de Complaisance. La C.G.T. dit que ce n'est pas à cause de ça, puisque la C.G.T. n'avait pas mis le Pytagone sur la liste noire et que ce sont les cadres qui ont tout fait pour qu'il ne vienne pas.

Pour le plan de restructuration que la Direction avait prévu, maintenant elle dit que c'est très dur à mettre en place car il n'y a pas de travaux prévus.

Un remorqueur pour catonou est commandé aux A.F.O. St-Nazaire.

La Direction dit que si le Fako est en transformation à St-Nazaire, c'est grâce à Dubigeon-Normandie, insinuant ainsi qu'à St-Nazaire, on aurait été incapable d'arracher le marché.

Pas de pré-retraite à 57 ans pour personne. Ça coûte trop cher.

Passage automatique, non tant que la situation n'a pas changé, à part quelques exceptions.

La Direction ne paiera plus les heures de délégations qui débordent sur la loi.

Aujourd'hui, à Brest, 400 personnes sont au chômage. 100 en formation.

Le représentant de la C.F.D.T. s'est étonné de voir qu'on risquait de fusionner avec Dubigeon-Normandie, qui a aussi des difficultés d'emploi. Ils ont déjà une réduction d'horaire.

L'ÉCOLE LAMARTINE EST OCCUPÉE DEPUIS LE 29 AVRIL.

Ce sont les parents d'élève qui l'ont décidée dans une réunion le jeudi 28 avril à 17 h. pour protester contre le non-remplacement d'une institutrice qui est malade depuis 15 jours.

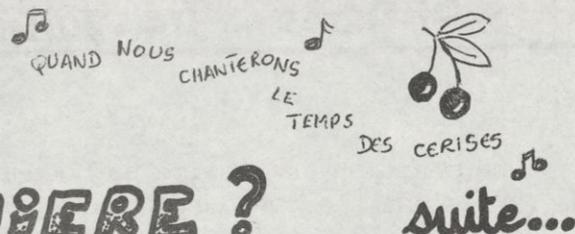
Ils ont décidé d'occuper la classe concernée, ils ont établi des tours de garde pour une semaine afin de prendre en charge les enfants.

Dans la réunion de parents d'élève étaient présents, un Conseiller Municipal et la femme d'un journaliste.

LE COLLECTIF SE RÉUNIT TOUS LES JEUDIS À 18 H 30 CHEZ PÉPIN - 6, RUE ROGER SALENGRO... tél. 22.22.86.

MESANGER:

RETOUR A LA PINSONNIERE ?



En juin 75, Charles et Marie PELLERIN, fermiers de MESANGER, étaient expulsés par les C.R.S.

Argument du propriétaire RETIER : sa fille veut reprendre la ferme pour l'exploiter.

Deux ans, plus tard, les PELLERIN aidés par les Paysans-Travailleurs ont trouvé une solution précaire et vivent un peu plus loin que la Pinsonnière, toujours à MESANGER.

La fille RETIER, par contre, n'exploite pas : elle est enseignante à CHOLET, à 50 km de là.

L'affaire vient donc en Tribunal pour reprise frauduleuse, sur plainte des PELLERIN : la loi est en principe très sévère pour le propriétaire expulsé, dans un cas de ce genre.

NANTES, 21 AVRIL 1977 : Epoux PELLERIN contre Dame CHASSANIT (nom de Jacqueline RETIER, mariée à M. CHASSANIT, représentant à Nantes, après avoir été longtemps intendant pour l'armée dans une base militaire près de Paris).

Le tribunal paritaire qui réunit une jeune Présidente, deux représentants des fermiers de Loire-Atlantique, et deux représentants des propriétaires, entend successivement TINIERE pour les fermiers injustement expulsés, et DALIDO un pittoresque avocat d'Orléans choisi par RETIER.

ARGUMENTS DONNES PAR TINIERE :

L'expulsion a été demandée par RETIER, agissant es-qualité, au nom de sa fille alors mineure. En juin 75, il y a eu résistance des paysans face aux C.R.S. : en effet, les PELLERIN et tous leurs amis affirmaient

déjà à l'époque que la reprise de la ferme était pour RETIER lui-même, le problème de la fille étant là comme prétexte.

Aujourd'hui, les PELLERIN vivent difficilement sur 14 ha (à l'époque, exploitation de la Pinsonnière : 24 ha) : c'est vraiment le minimum pour s'en sortir, pour vivre et travailler de la terre.

Pour prouver que la Chassanit "exploite directement et totalement" comme la loi l'exige, depuis l'expulsion, les conclusions déposées par DALIDO sont vides. Seule une pièce au nom de Chassanit Jacqueline "nouveau coopérateur à la CANA coopérative d'Ancenis". Cette pièce est datée du 15 mars, l'année n'y figure pas. Pour cause, c'est l'année 77, Jacqueline Chassanit a fait faire ce document après avoir su que les paysans la traineraient à son tour en justice !

La reprise est donc frauduleuse. De nombreux témoignages l'attestent : celui qui oeuvre sur place, à la Pinsonnière, c'est RETIER.

TINIERE demande donc au nom des époux PELLERIN, en application des articles 845-846 du code pénal, la réintégration sur la ferme des paysans expulsés, et 103 900 de dommages-intérêts (10 millions anciens).

Article 845 : (après avoir procédé à une expulsion, la personne bénéficiaire, "devra se consacrer à l'exploitation du bien repris pendant 9 ans... elle devra l'exploiter personnellement... elle ne pourra se contenter de participer à la direction de l'exploitation" (etc)

PLAIDOIRIE DE DALIDO (Pour RETIER)

"Ce n'est pas sans surprise que j'ai eu à connaître ce dossier qui a permis à la presse locale de se gargariser de tout ce que l'affaire avait de politicable...

.../...

Mésanger (re suite)

Une décision de justice bafouée pendant trois ans, le concours des forces de l'ordre à 3 reprises, et la troisième fois, dans des conditions difficiles, ils n'ont pas fait appel...

Ce qui a été jugé, ne peut être rejugé... Charles PELLERIN, fermier médiocre, une vigne pas cultivée, des arbres abattus, des bâtiments mal entretenus...

Madame CHASSANIT exploite personnellement avec le concours de son père...

... Je suis natif du Morbihan, je connais bien la Bretagne, je connais bien aussi la Beauce, où j'exercé mon métier d'avocat.

Eh bien ! dans la Beauce, jamais, vous ne verrez un propriétaire monter lui-même sur un tracteur, il y a toujours 7 ou 8 tracteurs avec autant d'ouvriers agricoles, le comportement de Madame Chassanit est tout à fait normal...

... Madame CHASSANIT, a la chance d'être instutrice. Nous ne sommes pas là pour faire le procès du corps enseignant, mais enfin, ces gens-là ont six mois de vacances... c'est merveilleux... quelle chance elle a, elle a le temps de s'occuper de ses 29 ha !

... Ma cliente a travaillé d'une façon extraordinaire pour remettre en état la ferme... plus de 15 millions d'anciens francs d'investissements, rien que pour les bâtiments... une maison de culture et non pas une maison de plaisir !"

Enfin, le bouquet, avant la fin :
"L'année de la femme, Madame la Présidente, l'année de la femme... ah ! Le pouvoir de la femme... la plus belle année que nous ayions connue... etc, etc."



OBSERVATIONS DE TINIERE

Le monde agricole en Loire Atlantique n'est pas celui de la Beauce, ici, l'homme travaille la terre lui-même.

La loi permet un contrôle à posteriori sur la chose jugée.

Si le fermier était médiocre, vous n'aviez qu'à engager une action en résiliation de bail, vous ne l'avez pas fait.

Quinze millions de remise en état ? l'expulsion c'est faite au bulldozer

QUESTIONS DES ASSESSEURS

1 - PELLERIN est expulsé depuis Juin 75. Qui, depuis, a acheté et vendu des animaux, du matériel, etc... ?

Réponse DALIDO : Madame Chassanit.

Réponse TINIERE : ... qui a financé peut-être, mais qui a réellement fait l'opération, c'est RETIER !

2 - Où vit Madame CHASSANIT ?
A la Pinsonnière.

3 - Où travaille-t-elle ?
A cholet.

4 - A plein temps ?
Oui.

5 - A-t-elle une formation agricole, une formation comptable ?
Agricole, c'est papa qui lui a appris, comptable, c'est son mari, intendant de l'armée.

Le mot de la fin, pour Monsieur CHASSANIT, époux de Madame, appelé à témoigner :

"C'est bien elle qui s'occupe de la ferme, personnellement. Elle commande par téléphone"

JUGEMENT LE TROISIEME JEUDI DE JUIN

Au café du Palais, après l'audience, l'ambiance était à l'optimisme pour les PELLERIN et leurs nombreux amis...

Correspondance A.P.L.

QUAND LES FLEURS SONT SANGRÉS

La semaine dernière, on a vu les champs de muguet envahis par la foule des travailleurs venus cueillir les "petits brins".

Cueillir pendant dix, douze heures les samedi, dimanche, lundi et jusqu'au jeudi soir (dans des exploitations, le travail s'est terminé à minuit, mais les employeurs paient le souper : deux biscuits).

Cette année, le muguet se vend bien. Les patrons s'annoncent généreux : vous travaillez le dimanche si vous voulez, mais pas question de payer double ces heures-là !

Tous ces gens qui n'ont pas de boulot, ils sont bien contents de trouver les producteurs de muguet. Ils se font beaucoup d'argent en peu de temps, et c'est pas eux qui ont avancé le capital.

- Si un contrôleur vient, vous direz que vous êtes déclarés aux assurances...

- Celles qui vont moins vite que les autres, n'auront pas d'heures majorées...

- Moi, j'ai travaillé 22 heures pendant le week-end, je n'en n'ai pas une de majorée...

Le muguet se classe en trois catégories : "super", "moyen", "petit".

Le "super" (grosse part de la production) est vendu cette année au MIN de Nantes, 0,75 F le brin environ ; le "moyen" 0,60 F. Le producteur doit retrancher la commission du mandataire expéditeur (12 à 15 %) et le coût des emballages, papier, mousse (1 centime par brin). Il lui reste donc de 50 à 65 centimes par brin.



CETTE ANNÉE
JE VAIS FAIRE
UN BRIN DANS LE
SOCIAL
TOUS CES SYMPATIQUES
PETITS RECOLTEURS
SE VERRONT OFFRIR
UN BRIN DE MUGUET...
... PRIX D'AMI BIEN SÛR

Pour cueillir un ha de muguet (1 million de brins en année ordinaire), il faut à peu près 8 000 heures, soit 125 brins par heure.

Il faut à peu près 23 brins pour payer "normalement" 1'heure de travail + 7 brins pour les charges sociales quand les heures sont déclarées. Il reste donc 95 brins x 0,60 F par heure de travail pour "payer les frais de culture", soit 57 F/heure main d'oeuvre de récolte payée.

6 jours du samedi au jeudi x 10 heures
60 heures :
60 heures X 10,47 F..... 628,20 F
(merci patron !)

6 jours du samedi au jeudi x 10 heures,
60 heures.
Le dimanche : 10,47 x 10 h X 2 = 209,40 F
autres jours, heures normales :
10,47 x 40 H..... 418,80 F
Heures supplém. à 25 % :
13,09 F X 8 H..... 104,72 F
Heures supplém. à 50 % :
15,70 F X 2 H..... 31,40 F

TOTAL..... 764,32 F

PLUS Congés payés (1/12e salaire) 63,69 F

SALAIRE TOTAL BRUT..... 828,01 F

Moins, 9,65 % pour cotisations
sociales, assurances..... 79,90 F

SALAIRE NET DE L'OUVRIER 748,11 F

• Cotisation patronale aux assurances :
33,12 % du salaire brut , soit 274,23 F
Total à verser pour le patron :
274,23 + 828,01 F = 1 102,24 F
Soit 18,40 F de l'heure, ou 15 centimes
par brin de muguet.

FLEURS FANÉES (SUITE ET FIN)



Faire grève pour exiger le salaire normal n'était guère possible :

- La plupart des ouvriers ne se connaissent pas ;

- L'alliance avec les permanents est quasi impossible, ces derniers étant mieux payés ou bien endoctrinés ;

- Faire, la grève, c'est pas un moyen, de se faire du fric quand on en a besoin.

Mais, il y a un moyen de faire pression plus facile à appliquer et qui devrait être efficace :

L'inspecteur des lois sociales.

En 1976, l'inspecteur des lois sociales est venu faire un contrôle chez un producteur de muguet. Il a trouvé des gens non déclarés (c'est l'employeur qui est responsable) et payés on ne sait combien. Il est revenu le lendemain, pour poursuivre l'affaire et s'est trouvé devant une cinquantaine de maraichers de la fédération des Maraichers nantais.

Il a du laisser tomber car il n'avait pas

de plaintes de salariés à faire valoir.

Cette année, s'il y a des plaintes, il devrait s'en occuper.

Si le patron ne veut pas payer votre travail comme il doit le faire, menacez-le de faire intervenir l'inspecteur des lois sociales (12, rue Menou à Nantes).

Vous devez peut-être payer une part des cotisations sociales, mais ce n'est pas à vous que ça coutera le plus et vous serez bénéficiaires de toute façon.

Correspondant A.P.L.



C'EST OU LA REUNION ?

La question des nationalités ne peut se résoudre que par la remise en cause de l'Etat Bourgeois.

Les objectifs de cette conférence sont les suivants :

- Permettre une confrontation entre les situations et les luttes des différentes nationalités dans tous les domaines. (économique social, culturel, politique...)

- Elaborer un certain nombre de revendications conjointes qui pourraient être développées lors de campagnes communes.

- Mettre en place les instruments d'une véritable information et d'une véritable solidarité entre les nationalités.

- Déboucher sur la reconnaissance du caractère multioational de l'Etat Français, par le mouvement ouvrier et socialiste.

Des réunions locales dans chacune des nationalités devraient être l'occasion de débats fructueux à la base.

C'est pourquoi, nous invitons toutes les organisations et personnes de la région nantaise reconnaissant l'existence des Minorités nationales et désirant l'émancipation de celles-ci dans le combat anti-capitaliste, à participer à une première réunion le samedi 7 mai 77.

.../...

2^e CONFERENCE DES MINORITÉS NATIONALES DE L'ETAT FRANÇAIS:

PREPARATION A NANTES.

A l'appel d'une vingtaine d'organisations culturelles et politiques, des minorités Nationales de l'Etat Français, se tiendra à la Toussaints prochaine une "deuxième conférence des Minorités Nationales" qui fera suite à celle tenue à Narbonne en 72. Elle se tiendra en Occitanie, à Toulouse.

Elle devrait permettre un débat fécond entre ces organisations qui se situent sur des bases anti-capitalistes.

Opprimés par le même Etat, aliénés par le même système, ces minorités doivent mener une lutte d'émancipation cohérente.

La résurgence des nationalités en France et Espagne et dans l'Ouest Européen capitaliste est intimement lié à la "crise" généralisée du système capitaliste.

CONFÉRENCE DES MINORITÉS

SUITE...

Les trois axes de travail de cette première réunion porteront sur les luttes économiques, culturelles et institutionnelles de la période.

La réunion aura lieu à 14 Heures au Centre Jean Macé, 88, rue du Préfet Bonnefoy.

Les Organisations incitantes :

- SKOL AN EMSAV
- AR FALZ
- Fédération Bretonne du PSU.

Pour tout contact, à Skol An Emsav,
Rue Beauséjour, 44800 ST HERBLAIN.

PRESENTÉ PAR LE COMITÉ DE SOUTIEN À LA RÉPUBLIQUE SAHRAOUIE DÉMOCRATIQUE :

"NOUS AVONS TOUTE LA MORT POUR DORMIR"

film de Med Hondo

VENDREDI 6 MAI 20H30 au SILLON DE BRETAGNE

Au petit matin, dans le désert quelque part entre TIFARITI et AMGALLA vous découvrez des malles, des tentes roulées, quelques vivres. Traces douloureuses de l'exode imposé aux familles sahraouies par l'invasion marocaine.

A travers ce film de Med Hondo, le peuple sahraoui s'adresse directement à nous. Il arrache le voile de silence, d'anonymat sous lequel les organes d'information de la bourgeoisie ont essayé de l'étouffer.

Nous y apprenons que les sahraouis constituent un peuple dont l'histoire la culture diffèrent de celles des autres peuples frères de la région.

Nous y apprenons également, la longue tradition de lutte de ce peuple contre le colonialisme espagnol.

Aujourd'hui, le peuple sahraoui organisé dans le front Polisario mène une lutte armée contre envahisseurs marocains et mauritaniens. Le film nous montre aussi l'organisation des masses sahraouies dans les camps et le rôle de plus en plus important des femmes sahraouies dans la lutte de libération nationale.

comité de soutien à la république sahraouite démocratique

PRESENTÉ PAR LE CENTRE
NANTES TIERS MONDE

"SUD AFRIKA" pièce de théâtre QUINZAINE CONTRE L'APARTHEID

Le Centre Nantes-Tiers-Monde (CNTM) et la Campagne Anti-Outspan-Nantes (AO) ont choisi d'unir leurs efforts en ce mois de Mai 1977 sur deux actions :

La quinzaine de lutte contre l'Apartheid : à l'initiative du centre de Culture populaire de St Nazaire. Dans le cadre de cette action nous invitons la population à venir voir :

"SUD-AFRIKA"

Pièce de théâtre d'Anne BARBEY. Montée en collaboration CCP et Troupe des 4 Chemins, jouée par des comédiens professionnels et des participants au Groupe Théâtre du CCP.

Cette pièce ne sera jouée qu'une seule fois dans l'agglomération nantaise : Le Jeudi 5 MAI à 20 H 30, Maison des Jeunes de REZE. Un débat suivra.

Du lundi 2 Mai au jeudi 5 Mai, une exposition sera en permanence à la Maison des Jeunes.

CONTRE L'APARTHEID

Aux groupes ; aux enseignants ;
aux animateurs....

Nous pouvons mettre à leur disposition un montage audio-visuel (récemment acquis par le CNTM) sur l'Apartheid en Afrique du Sud.

Durée : 15 mn ; bande sonore sur cassette, 80 diapos.

Contenu : simple et facilement accessible aux écoles de la 6ème à la Terminale.

Locations : pour une semaine 10 F + frais de transport.

Se renseigner auprès de André THOBIE
La Babonnière - 44850 LE GELLIER
tél. 77.56.90

Un N° spécial de "Croissance des Jeunes nations" est consacré à l'Afrique Australe Avril 77. En vente 6 F à la Librairie 71.

LE 6 MAI T.P.F.A. RENNES PROCES DE J.J. RIPOCHE

Jean Jacques Ripoché est un insoumis qui a été arrêté par la police. Il a demandé le statut d'objecteur de conscience, qui lui a été refusé par les autorités.

A l'hôpital Farré à Rennes, Jean Jacques entame sa 4^{ème} semaine de grève de la faim et passe le 6 mai prochain en procès devant les TPFA à Rennes.

Nous affirmons notre solidarité avec Jean Jacques Ripoché en demandant sa libération immédiate et le non-lieu pour son procès, le 6 mai prochain.

Il nous paraît nécessaire de resituer sa démarche dans le mouvement national de lutte pour la défense du statut d'objecteur de conscience.

- obligation de faire la demande de statut dans un court délai sous peine de forclusion (forclus : qui n'est pas dans les délais), à savoir un mois après la publication du début de l'appel du contingent ;

- à cette restriction s'ajoute l'interdiction de "toute propagande sous quelque forme que ce soit tendant à inciter autrui à bénéficier des dispositions de la présente loi" (Article 50).

"Nul n'est censé ignorer la loi"
Et comment la connaître et en bénéficier avec cette interdiction ?

- jusqu'en décembre 71, tout objecteur de conscience pouvait effectuer un travail d'intérêt général et à but non lucratif au sein d'une association agréée par le ministère de la santé publique et de la sécurité sociale ; mais depuis 1972, les affectations sont autoritaires (décret de Brégougon), la grande majorité des objecteurs se retrouvent à l'office national des eaux et forêts (où est l'intérêt général ?) ;

- l'obligation d'effectuer ce service civil pendant deux ans constitue une autre sanction et une injustice dont sont victimes les objecteurs de conscience.

Pour toutes ces raisons, depuis 1972, 60 % des objecteurs (1 800) luttent pour l'abrogation de ce décret et le droit à l'objection de conscience à tout moment et pour tout motif au nom de la liberté d'opinion telle qu'elle est garantie par la convention Européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 ratifiée par la France le 3 mai 1974 et qui garantit dans son article 9, le droit à tout moment de changer de conviction.

G.R.I.M.

Groupe de Résistance et d'Information à la Militarisation.

Permanence tous les jeudis à
20 H 30, 57 rue des Hauts Pavés
44000 NANTES.

QUI EST-CE QUI S'Y COLLE ?

C'EST LA GLUE !



A la suite d'un collage effectué aux Sables d'Olonne en mars 1976, trois membres du GRANV (groupe de recherche et d'action non violente) de Vendée sont inculpés d'injures envers l'armée et d'incitation de militaires à la désobéissance.

Le procès qui est aussi celui de l'Union Pacifiste de France, éditeur des affiches, aura lieu probablement à Nanterre.

Les termes précisément incriminés sont les suivants :

- militaires et financiers, unis ou confondus asservissent et détruisent ;
- armée avilissante ;
- armée support de toutes les dictatures ;
- l'armée ne protège pas les populations.

W

Nous ne sommes pas les seuls.

Les procès pour "injures envers l'armée" se multiplient à Lille, Brest, Arras et ailleurs, la répression s'amplifie.

Nous sommes tous concernés.
Affaire à suivre...

GRANV Vendée.

LES FASCISTES RELÈVENT LA TÊTE :

LA LIBRAIRIE "LA TÊTE EN BAS" INCENDIÉE A ANGERS

Dans la nuit du 23 au 24 avril un incendie criminel fasciste a détruit entièrement l'intérieur de la librairie "La tête en bas" à Angers.

Trois individus, après avoir fracturer la vitrine, ont allumé, à l'aide d'un cocktail molotov, l'incendie qui aurait pu revêtir un aspect dramatique à cause de la présence des occupants des étages supérieurs de l'immeuble.

Cette librairie, animée par un collectif de 12 personnes, se propose d'être une base de luttes (politique, écologie, antipsychiatrie etc...) et non pas simplement un lieu de vente.

C'est dans cette vision que la librairie se propose un fonctionnement par thèmes de réflexion, d'information, et d'expression, dont le prochain en date est "la naissance sans violence" au cours du mois de mai.

Dans l'immédiat, le collectif demande à tous, sympathisants, amis, souscripteurs, clients, et tous les autres, de bien vouloir patienter le temps nécessaire à la remise en état (qui se fera... nous ne savons ni quand ni comment).

Une animation est prévue pour le samedi 7 mai à Angers pour soutenir la librairie.

Samedi après-midi 7 mai

à la librairie : "La tête en bas"
33 rue Saint Land ANGERS.

L'incendie de la librairie "La Tête en bas" s'insère dans une vague d'attentats et agressions fascistes à Grenoble avec l'explosion à la Bourse du Travail, à Orléans l'agression contre un militant de la L.C.R. au Mans l'attentat contre la librairie de la Taupe.

Dans la région, les fascistes se permettent de distribuer des tracts dans les restaurants universitaires (Rennes) de tenir des tables de presse en facs (le GUD en fac de droit à Nantes) de tenir un rassemblement public (de 16 H à 24 H place Graslin à Nantes sous la protection des flics) et de s'organiser pour constituer des listes communes de plusieurs organisations fascistes (SEN, GUD, UNI, COSEF...) dans les conseils d'UER en fac.

Que les fascistes relèvent la tête, rien d'étonnant après la montée de l'Union de la Gauche aux dernières élections qui est un indice de la volonté des travailleurs de mettre à bas le gouvernement Giscard Barre.

Il faut pourtant dès aujourd'hui riposter et ne pas sous-estimer la signification de cette remontée des nazillons.

A NOTER : JOURNÉE D'ACTION ANTIFASCISTE SUR LES FACs DE NANTES LA SEMAINE PROCHAINE.

(Date précisée par affichage)

Des sympathisants de la librairie "La Tête en Bas".

COURRIER : La drogue ?

J'espère que cette lettre sera publiée dans l'APL car si l'APL se déclare résolument engagé pour la suppression du système capitaliste et veut garder une large ouverture à tous les courants révolutionnaires, il est grand temps que les dits "révolutionnaires" discutent un peu drogue.

C'est apparu pour la première fois par les petites souris. Avant, aucunement question de cela. Cela apparaît comme tabou, pour moi dans le même schéma que lorsque le PC ferme les yeux sur l'URSS.

C'est à dire : 1) 300 000 personnes "fument" en France et tombent sous la répression ;

2) Principalement des jeunes. Pourquoi ? Le fait de fumer un "joint" est-il acte politique ?

3) Pourquoi les groupes dits "politiques" évitent totalement le problème de décriminalisation de la marijuana et information sur les drogues dites "fortes" répondant "drogue et militantisme" chose vraie actuellement ?

Voilà, je pose quelques questions en vue d'un débat.

Amicalement,

Un lecteur de l'APL.

